

CHAPITRE II : ACTIVITE ECONOMIQUE

Les fondamentaux économiques de l'année 2008 indiquent la poursuite de la croissance à un rythme modéré, tirée par l'expansion du secteur du bâtiment et travaux publics (BTP) et du secteur des services. La forte dépendance de l'Algérie des exportations d'hydrocarbures et du budget de l'État, la faible couverture des besoins alimentaires par la production agricole et la croissance industrielle insuffisante au regard de la demande pèsent sur le rythme de croissance réelle.

En volume, le produit intérieur brut (PIB) progresse de 2,4 % en 2008 contre 3,0 % l'année précédente, en recul de 2,7 points par rapport à l'année 2005. L'investissement et la consommation finale continuent de progresser, l'excédent budgétaire croît de 83 % (835,9 milliards de dinars en 2008 contre 456,8 milliards de dinars en 2007), la balance des paiements dégage un solde global de 36,99 milliards de dollars, en hausse de 25,2 % et le chômage recule de 0,5 point à 11,3 % de la population active, mais demeure cependant élevé.

En dépit de la récession du secteur des hydrocarbures qui enregistre sa troisième année consécutive de baisse de la valeur ajoutée et de la contre-performance de l'agriculture qui connaît sa première décroissance depuis cinq ans, le produit intérieur brut progresse grâce au dynamisme des secteurs du bâtiment et travaux publics, des services et à la meilleure performance du secteur de l'industrie.

Le PIB hors hydrocarbures a crû de 6,1 %, quasiment au même rythme qu'en 2007 (6,3 %), est en hausse significative par rapport au taux de 5,6 % obtenu en 2006.

En progressant de 2,5 points de pourcentage à 10,4 %, la croissance de la dépense intérieure brute en 2008 se maintient à un haut niveau et son rythme de croissance est trois fois plus rapide que celui réalisé en 2006. L'expansion de 25,3 % de l'accumulation brute de fonds fixes et l'élargissement des

dépenses des administrations publiques qui ont progressé de 37,7 % (en volume +1,6 point de pourcentage) en sont les principaux moteurs.

La répartition de la valeur ajoutée entre capital et travail s'est rééquilibrée en faveur du salariat. La rémunération des salariés représente 12,1 % du revenu intérieur de 2007, en accroissement de 0,2 point alors que l'excédent net d'exploitation en mobilise 75,2 % contre 75,4 % en 2006.

L'inflation s'est accélérée ; son taux annuel moyen ayant progressé de 0,5 point à hauteur de 4,4 %, son rythme le plus élevé depuis 4 ans.

II.1- PRODUCTION, DEMANDE ET CROISSANCE

En 2008, une contribution significative de l'industrie s'est conjuguée à la croissance élevée du BTP et des services pour maintenir l'expansion du PIB à 2,4 % en volume, en dépit du recul de la valeur ajoutée des hydrocarbures et de l'agriculture. Cette croissance de l'industrie est plus forte de 3,6 points que celle de 2007.

II.1.1- Évolution de l'activité

Le produit intérieur brut est estimé à 10993,8 milliards de dinars en 2008, en augmentation par rapport à l'année 2007 de 1687,6 milliards de dinars, soit une hausse de 18,1 % en valeur se décomposant en effet prix de 15,4 % et en croissance en volume de 2,4 %.

Trois secteurs d'activité ont réalisé une croissance positive et plus forte qu'en 2007, alors que l'agriculture et les hydrocarbures sont en récession.

Le secteur du BTP croît de 9,8 % au même rythme que l'année précédente, en repli de 1,8 point de pourcentage par rapport à la forte croissance de 11,6 % réalisée en 2006. Les services des administrations publiques progressent de 1,9 point à 8,4 % et les services marchands croissent de 7,8 %, en hausse d'un point de

pourcentage par rapport à 2007. Enfin, l'industrie se redresse en réalisant une expansion de 4,4 % contre 0,8 % l'année précédente.

L'agriculture

Alors que sa croissance annuelle en volume a été positive depuis 2001 et a toujours dépassé 1,9 % depuis, l'agriculture a réalisé, en 2008, ses pires performances depuis huit ans, comparables seulement avec la récession de l'année 2000. Sa valeur ajoutée a reculé de 5,3 % et a perdu 10,3 points par rapport à 2007.

Malgré de fortes hausses de la production maraîchère (11,4 %) et de la production arboricole, oléiculture et viticulture notamment, la forte baisse de la production céréalière qui est passée de 43 à 17 millions de quintaux (- 60,5 %) due à des conditions climatiques défavorables, explique ce repli significatif de la valeur ajoutée du secteur.

La contribution du secteur de l'agriculture au produit intérieur brut (6,6 %) a perdu un point de pourcentage et se maintient à la quatrième position parmi les cinq secteurs de l'économie nationale.

Cette contre-performance du secteur agricole aggrave encore davantage la dépendance alimentaire de l'Algérie, dans un contexte de cours des produits agricoles encore élevés, malgré leur récente baisse observée au deuxième semestre 2008.

Le bâtiment et travaux publics

Le dynamisme de ce secteur, alimenté par les considérables dépenses d'équipement de l'État, ne se dément pas. Cette activité continue à obtenir de bons résultats, sa croissance en volume s'est stabilisée à 9,8 %, soit le rythme réalisé l'année précédente.

La contribution du secteur du bâtiment et travaux publics à la richesse nationale baisse de 0,1 point de pourcentage à 8,8 % et reste au troisième rang des secteurs, après les hydrocarbures et les services.

Même si son rythme de croissance de ces deux dernières années s'est tassé par rapport à la hausse à deux chiffres réalisée en 2006 (11,6 %), la hausse annuelle moyenne de la valeur ajoutée du BTP s'établit à 9,6 % au cours des quatre dernières années, le rythme le plus élevé de tous les secteurs d'activité.

Les dépenses d'équipement de l'État estimées à 1948,4 milliards de dinars, en forte hausse pour la seconde année consécutive (35,8 % en 2008 contre 41,3 % en 2007), destinées essentiellement au développement des infrastructures et à la construction de logements, ont dopé la croissance du secteur du BTP. Celle-ci, à la fois considérable et fragile, car par trop dépendante des dépenses de l'État, se doit de diversifier ses sources au risque de pâtir d'une éventuelle contraction des recettes budgétaires.

L'expansion du secteur du BTP continue à pousser à la hausse la demande de ses consommations intermédiaires, notamment le rond à béton et les agrégats, dont la production émanant du secteur public a augmenté de 15,2 % en neuf mois pour le premier et de 14,0 % pour les seconds. Les disponibilités en ciment sont demeurées quasiment stables et la production domestique se substitue progressivement aux importations qui ont diminué de 45,5 % à hauteur de 170000 tonnes en 9 mois.

Hors construction pour propre compte (auto-construction), le nombre de logements livrés au troisième trimestre 2008 est estimé à 46000 (soit 184000 en rythme annuel), en hausse de 50 % en glissement annuel.

Les services marchands

Les services marchands continuent de croître à un rythme élevé. La valeur ajoutée de ce secteur s'est accélérée pour la seconde année consécutive. Elle a progressé de 7,8 % en 2008 à 2189,3 milliards de dinars contre 6,8 % l'année précédente, et contribue toujours au cinquième de la richesse nationale.

Les importations des biens et services qui ont augmenté de 33,3 % à 3100,7 milliards de dinars, et leur impact sur l'activité et la démographie des entreprises de distribution, 56,0 % des

5037 entreprises nouvelles immatriculées en 2008, ainsi que l'expansion corrélative des transports et l'accroissement des services bancaires, expliquent la dynamique de ce secteur.

L'industrie

En 2008, le secteur industriel enregistre une croissance supérieure à celle du produit intérieur brut et rompt ainsi avec une tendance déclinante de deux décennies. Sa valeur ajoutée progresse de 4,4 % à 483,0 milliards de dinars contre 0,8 % l'année précédente. Malgré cette accélération, l'industrie est le plus faible contributeur du PIB dans la hiérarchie des secteurs (4,39 % en 2008 contre 6,35 % en 2004).

L'industrie publique, outre sa branche électricité qui croît régulièrement pour répondre à une forte demande des secteurs économiques et des ménages, renoue avec la croissance pour la plupart de ses activités, notamment l'agroalimentaire et les mines et carrières.

Cette performance appréciable ne doit cependant pas occulter la déstructuration du secteur industriel. En effet, seules 273 entreprises manufacturières publiques et privées ont été créées en 2008 (5,4 % du total) et, par contre, 629 entreprises industrielles ont fermé leurs portes depuis 2000 ; le cinquième de l'ensemble des 3184 entreprises ayant cessé leur activité.

En outre, du fait de la faible compétitivité de la production nationale, même pour les branches peu capitalistiques, le marché domestique des produits industriels est de plus en plus dominé par des importations rendues encore moins coûteuses et plus compétitives par les faibles droits de douane qui leur sont imposés.

Les hydrocarbures

Pour la troisième année consécutive, la valeur ajoutée du secteur des hydrocarbures décline. Estimée à 5000,1 milliards de dinars en 2008, elle a régressé de 2,3 % en volume, après avoir reculé de 0,9 % l'année précédente et de 2,5 % en 2006.

Le cours annuel moyen du pétrole brut sur le marché mondial a continué à se raffermir. Pour l'Algérie, le prix du pétrole a progressé de 33,4 %, passant de 74,95 dollars le baril en 2007 à 99,97 dollars, hausse qui a permis d'augmenter les recettes d'exportation de 29,5 % à 77,2 milliards de dollars, malgré le recul de 2,4 % des volumes exportés.

Les volumes des hydrocarbures liquides exportés ont reculé pour la seconde année consécutive. Ils ont régressé de 4,6 % à 70,1 millions de tonnes, mais leur valeur a augmenté de 21,2 % pour atteindre 53,62 milliards de dollars. Les exportations d'hydrocarbures gazeux ont suivi les mêmes tendances à la baisse du volume et à la hausse de leur valeur. Après le repli en volume de 2,9 % enregistré en 2007, les exportations d'hydrocarbures gazeux ont chuté de nouveau de 2,4 % à 73,5 millions de tonnes et les recettes correspondantes ont augmenté de 53,6 % à 23,57 milliards de dollars.

Le repli des exportations d'hydrocarbures liquides est dû à la baisse de 9,8 % de la vente du pétrole brut, alors que les exportations des autres hydrocarbures liquides (produits raffinés, condensat, gaz de pétrole liquéfié) sont en hausse, notamment les produits raffinés dont la commercialisation a progressé de 5,5 % en volume.

La chute de 13,3 % du volume de gaz naturel liquéfié commercialisé à l'exportation n'a pas pu être compensée par l'accroissement de 9,9 % des exportations de gaz naturel, ce qui a abouti à un recul global de 1,8 million de tonnes d'hydrocarbures gazeux (- 2,4 %).

L'expansion économique observée en 2008 au rythme stable de 2,4 %, est de plus en plus contrainte par les performances du secteur des hydrocarbures qui en est le principal déterminant en raison de son poids prépondérant dans le produit intérieur brut (plus de 44 % depuis quatre ans). Néanmoins, le taux de croissance économique demeurant plus élevé que le taux de croissance démographique, le produit per capita continue à croître d'environ 1 point de pourcentage. A plus ou moins long terme se profile un redoutable défi : comment accroître de

manière significative et durablement les ressources autres que celles provenant d'hydrocarbures.

II.1.2 - Production industrielle

Le secteur public industriel qui compte 896 entreprises, soit 22,7 % des 3950 entreprises publiques recensées en septembre 2008, regroupe 3,2 % des 28352 entreprises industrielles nationales.

En 2008, l'indice de la production industrielle du secteur, base 100 en 1989, est estimé à 91,8 points, en hausse de 1,9 % par rapport à l'année 2007. Cette croissance positive marque un retournement de tendance après un taux de 0,3 % en 2007 et de - 0,5 % en 2006.

Hors hydrocarbures, la production industrielle publique réalise une bonne performance, progressant de 4,3 % contre un repli de 0,3 % en 2007. Cette expansion rompt avec la tendance baissière des années antérieures. C'est la plus forte croissance industrielle depuis l'année 2000, mais avec un indice moyen de 76,3 points, son niveau demeure encore très en deçà de celui de l'année de base (indice 100 en 1989).

En glissement annuel, les indices trimestriels de la production industrielle hors hydrocarbures, ont tous progressé à des taux supérieurs à 3,0 %. La hausse de l'indice a été particulièrement forte au quatrième trimestre, ayant atteint 5,8 %.

Après avoir été en déclin pendant plus d'une décennie, la production industrielle publique manufacturière se redresse et réalise une croissance annuelle de 1,9 %. Comme pour toute l'industrie, son niveau (52,8 points) est encore très en deçà de celui de l'année 1989 (indice de base).

Depuis l'année 2000 et en moyenne annuelle, la production industrielle publique a crû de 0,9 %, l'industrie hors hydrocarbures a réalisé une croissance de 0,2 % et l'industrie manufacturière a reculé de 2,9 %.

Moins de la moitié des capacités de production industrielle publiques sont utilisées. Seuls trois (3) secteurs d'activité utilisent leur potentiel de production à des taux supérieurs à 70 %, à savoir, les hydrocarbures (95,5 %), les mines et carrières (72,1 %) et les matériaux de construction (72,7 %).

En 2008, cinq secteurs d'activité industrielle, sur les onze que compte l'industrie publique, ont réalisé une croissance positive. Trois d'entre eux ont obtenu des résultats remarquables à des taux annuels moyens supérieurs à 5,0 % : la production énergétique a progressé de 7,9 % contre 6,0 % en 2007, celle des mines et carrières a augmenté de 9,8 % contre 8,0 % en 2007 et le secteur agroalimentaire a vu ses résultats croître de 6,8 % contre une baisse de 2,1 % en 2007.

Les six autres secteurs d'activité à croissance négative regroupent les hydrocarbures, les matériaux de construction, le secteur des textiles, l'industrie du cuir, l'industrie du bois, liège et papier et enfin les industries diverses. Ces deux dernières activités ont connu une forte récession avec des baisses de production respectives de 11,9 % et de 20,6 %.

Comme les années précédentes, le secteur de l'énergie continue à se développer rapidement. La croissance de la production énergétique s'est accélérée passant de 6,0 % en 2007 à 7,9 % en 2008. Depuis l'année 2000, la progression annuelle moyenne a atteint 6,0 %, rythme nettement plus rapide que celui de l'ensemble de l'industrie (0,9 % par an sur la période).

La consommation d'électricité a progressé de 8,2 % contre 8,9 % en 2007. Les ventes de gaz ont suivi la même tendance croissante et ont globalement augmenté de 11,8 %, au même rythme que l'année précédente.

En moyenne annuelle depuis l'année 2000, la consommation d'électricité a crû de 5,9 % et celle du gaz a progressé nettement plus rapidement à hauteur de 8,7 %. Cette rapide expansion des ventes a été tirée par la forte croissance de la demande, notamment celle des ménages dont les consommations d'électricité et de gaz ont respectivement augmenté de 7,0 % et de 9,4 % par an.

En 2008, le secteur des hydrocarbures connaît une récession significative. Le recul de 2,4 % de la production efface les gains de l'année précédente estimés à 1,4 %. L'indice de production du secteur des hydrocarbures, estimé à 147,1 points en 2008, a progressé de 1,6 % en moyenne annuelle au cours de la période 2000-2008 et la tendance du rythme de croissance est baissière depuis 2003.

Pour la seconde année consécutive, le raffinage de pétrole progresse et sa croissance s'accélère ; en 2008, sa production a progressé de 5,1 %, soit 1,1 point de plus qu'en 2007. Par contre, la bonne performance de la liquéfaction du gaz réalisée en 2007 ne s'est pas poursuivie. Celle-ci a régressé de 10,2 % après avoir augmenté de 3,5 % l'année précédente. La production de pétrole brut et de gaz naturel est, elle aussi, en baisse. Elle a reculé de 1,5 % alors qu'elle avait augmenté de 0,7 % en 2007.

Pour la quatrième année consécutive, le secteur d'activité des mines et carrières continue à obtenir de bons résultats. Avec une hausse de la production de 9,8 % en 2008 contre 8,0 % en 2007, sa croissance est la plus forte de toutes les activités industrielles ; celle-ci est cependant en retrait par rapport aux 15,1 % de hausse de l'année 2006.

Cette expansion est générée par le développement de l'extraction de pierre et de sable, impulsée par la forte demande émanant du secteur du BTP, ainsi que par celle du minerai de fer. Leurs productions respectives croissent de 15,4 % et de 10,7 %. Cette croissance ne doit pas occulter le fait que seules deux branches ont dépassé leur niveau de production de l'année 1989 : l'extraction de phosphate dont l'indice a atteint 198,1 points et l'extraction de pierre et de sable avec un indice de 178,1 points.

La filière agroalimentaire publique enregistre son premier résultat positif après cinq ans de baisse. La production a augmenté de 6,8 % grâce à un excellent premier trimestre (+ 25,6 % en glissement annuel) et de bonnes performances des branches du travail de grains (+ 45,5 %) et de l'industrie laitière dont la production a progressé de 9,5 %. Toutes les autres

branches d'activité sont en recul à des taux très élevés à deux chiffres atteignant 86,2 % pour la fabrication de conserves de fruits et légumes. L'indice annuel moyen des industries agroalimentaires qui n'est que de 34,5 points confirme la perte de substance de la filière agroalimentaire publique qui ne compte plus aucune entreprise de fabrication et de transformation de corps gras alimentaires.

Après la hausse modérée de 1,3 % réalisée en 2006, l'activité du secteur des industries sidérurgique, métallique, mécanique, électronique et électrique (ISMME) s'est redressée en augmentant sa production de 3,9 % après la profonde récession de 2007 (- 8,9 % en moyenne annuelle) et des trois premiers trimestres en 2008 de repli de la production. Son indice, estimé à 57,6 points, est encore très en retrait par rapport à la production de l'année de base.

Sept des douze branches des ISMME ont réalisé de bonnes performances avec des taux de croissance à deux chiffres, notamment la sidérurgie qui a augmenté sa production de 33,4 %, la fabrication de biens d'équipement électriques de 15,0 % et la fabrication de biens de consommation métalliques de 14,8 %. Pour la seconde année consécutive, la construction de véhicules industriels et la fabrication de biens de consommation mécaniques régressent. Celles-ci se sont effondrées, ayant perdu respectivement 37,1 % et 58,5 % de leur production.

Après deux années successives de déclin, la production de l'industrie publique de la chimie, de caoutchouc et des plastiques renoue avec la croissance. Sa production progresse grâce au dynamisme de deux de ses branches : la fabrication des peintures qui gagne 10,4 %, branche qui est aussi fortement sollicitée par la croissance de la demande du secteur du BTP, et la fabrication de produits pharmaceutiques qui progresse de 9,6 %. La fabrication d'engrais se redresse légèrement avec une hausse de 1,2 %. Par contre, la fabrication de résines synthétiques et matières plastiques ainsi que la chimie organique de base voient leur production baisser respectivement de 27,8 % et 9,8 %.

Malgré des besoins considérables et une forte demande, la production de matériaux de construction et du verre fléchit de 1,6 % en dépit de la bonne performance de l'industrie du verre qui accroît sa production de 11,5 %. La fabrication de produits rouges baisse de 3,7 % et celle des liants hydrauliques (ciment) perd 2,2 % de sa production. L'indice de la production (114,2 points) dépasse de nouveau celui de l'année 2005. Enfin, l'activité de fabrication de céramique, qui régressait d'année en année, a complètement disparu du secteur public industriel.

Les industries publiques du textile, du cuir ainsi que l'industrie du bois excepté sa branche du liège, continuent à régresser et sont en récession depuis plusieurs années. Un nombre important d'entreprises a disparu, privatisées ou liquidées. Les indices de production de ces trois activités représentent de 7 % à 21 % de leur niveau de 1989.

La nécessaire diversification des ressources commande de régénérer et de densifier le tissu industriel, de relancer et d'intensifier la production agricole, seuls à mêmes d'assurer une croissance durable et de répondre aux besoins fondamentaux de la nation.

II.1.3 - Demande

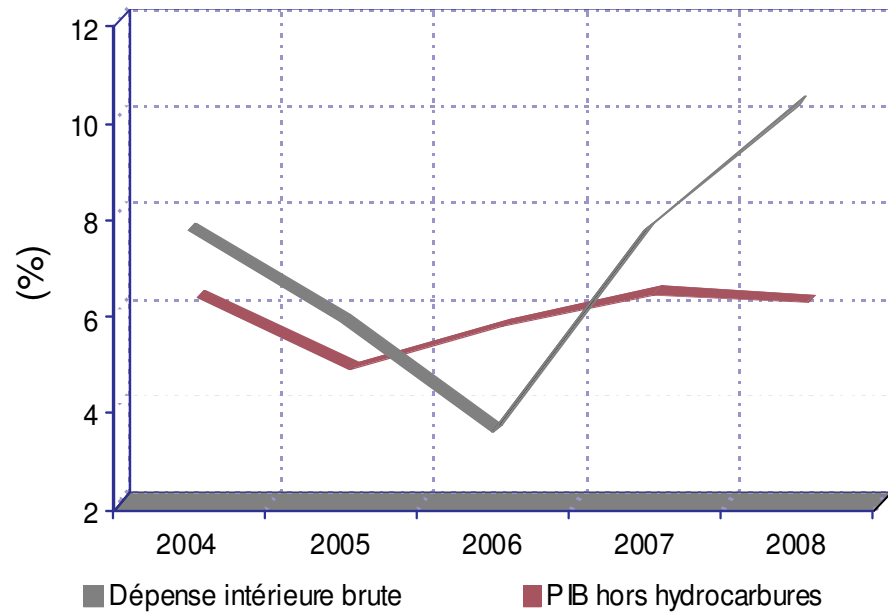
Les deux composantes de la dépense intérieure brute croissent, et à un rythme nettement plus rapide que le produit intérieur brut. Représentant 79,7 % du PIB en 2008, proportion en hausse de 2 points de pourcentage par rapport à l'année 2007, la dépense intérieure brute est estimée à 8763,5 milliards de dinars. En volume, elle a progressé de 10,4 % contre 7,9 % en 2007 et 3,6 % en 2006.

Ce niveau élevé de la dépense intérieure brute et sa forte hausse sont le résultat de la croissance conjuguée de l'accumulation et de la consommation finale, tant celle des ménages que des administrations publiques.

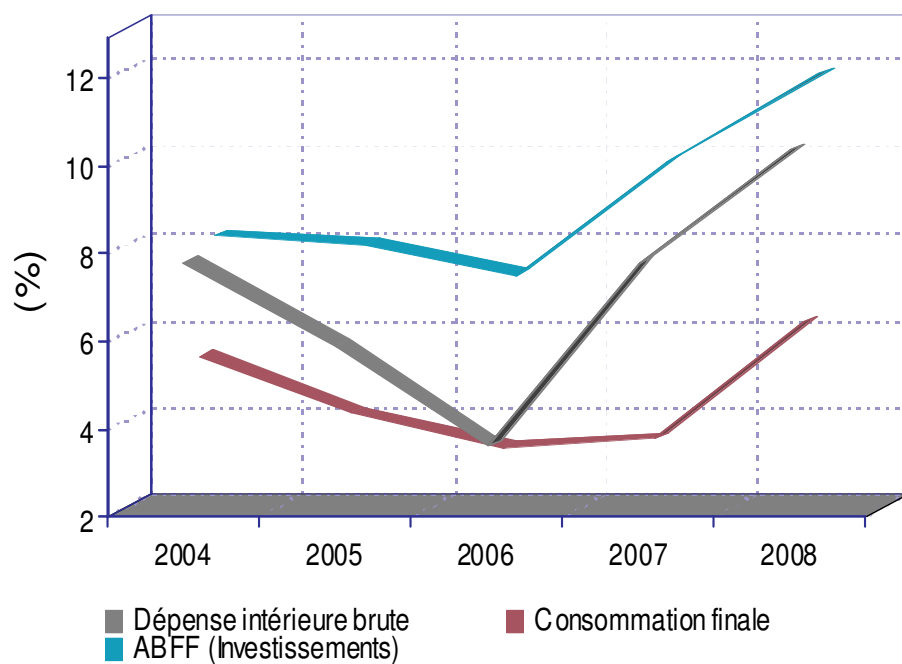
L'effort d'investissement, essentiellement public, s'est poursuivi et intensifié. Il contribue pour 40,5 % à la hausse de la dépense intérieure brute. Avec une croissance en volume de 11,8 % en

SECTEUR REEL

GRAPHIQUE 3
ÉVOLUTION DE LA DEPENSE INTERIEURE BRUTE & DU PRODUIT INTERIEUR BRUT HORS HYDROCARBURES (EN VOLUME)



GRAPHIQUE 4
ÉVOLUTION DE LA DEPENSE INTERIEURE BRUTE (EN VOLUME)



2008, soit deux points de pourcentage de plus que l'année précédente, il représente 27,9 % du PIB, proportion en hausse de 1,6 point par rapport à l'année précédente.

La croissance de la consommation finale s'est accélérée, passant de 3,7 % en 2007 à 6,3 % en 2008. Elle a été générée par la considérable hausse de la consommation des administrations publiques qui a progressé de 1,6 point de pourcentage à 8,7 %, et par celle des ménages, moindre mais significative, estimée à 4,9 %, quasiment le double du rythme de 2007. Compte tenu d'une croissance démographique stable de 1,9 %, la consommation par tête a donc progressé d'environ 3 points.

Les dépenses en capital de l'Etat ont continué à progresser en 2008. Après une hausse de 41,3 % en 2007, elles ont augmenté de 35,8 % en 2008 pour atteindre 1948,4 milliards de dinars. Malgré leur rapide progression, les dépenses d'équipement ne représentent encore que 77,3 % des crédits votés.

Les importations des biens et services, qui représentent 28,2 % du PIB en 2008 contre 25 % en 2007, ont mobilisé 3100,7 milliards de dinars, soit une hausse de 33,3 % à prix courants et 17,7 % en volume. Les importations de marchandises, qui comptent pour 82,6 % du total des importations de biens et services, ont progressé de 31,8 % à prix courants et de 16,2 % en volume. Les importations de services ont enregistré une hausse encore jamais atteinte de 65,5 % à prix courants les portant à 537,9 milliards de dinars, soit 4,9 % du PIB.

Pour la seconde année consécutive, les importations de marchandises ont augmenté à des taux à deux chiffres. Après leur hausse de 22,4 % en 2007, elles ont progressé de 31,8 % à prix courants en 2008.

La forte expansion de la valeur des importations des biens et services provient des biens alimentaires qui ont subi les effets de la forte inflation des cours mondiaux ainsi que de l'acquisition de biens industriels dont la valeur a augmenté de 50,6 %. La part des importations de biens énergétiques dans le total des importations a été multipliée par 4, passant de 1,2 % à 4,7 %.

Les exportations, qui représentent 48,5 % du PIB, augmentent de 21,1 % en valeur à 5331,0 milliards de dinars mais régressent de 2,9 % en volume. Malgré la baisse en volume de 2,4 % des exportations d'hydrocarbures, la bonne tenue du cours moyen du pétrole brut a porté les recettes d'hydrocarbures à 4951,5 milliards de dinars, en hausse de 20,1 % par rapport à 2007. Les hydrocarbures dominent toujours les exportations dont ils représentent 92,9 %.

Les exportations de marchandises hors hydrocarbures et de services restent modestes malgré une forte progression en valeur et en volume. Estimées à 349,5 milliards de dinars, les exportations de biens hors hydrocarbures et services ont progressé de 25,3 % en valeur. Les exportations de services ont atteint 227,1 milliards de dinars, en hausse de 1,1 % en volume et de 19,4 % en valeur.

L'importante croissance de la demande intérieure, si elle stimule l'activité et contribue à l'expansion de l'emploi et des revenus, reste cependant fragile et peut engendrer des effets pervers. Fortement corrélée à la dépense budgétaire et générant de considérables importations non compensées par des exportations de biens hors hydrocarbures, la croissance tirée par la seule demande intérieure est vulnérable et ne peut être durable. Bâtir une économie de l'offre fondée sur la production agricole, industrielle et les services devient essentiel.

ERROR: syntaxerror
OFFENDING COMMAND: --nostringval--

STACK:

(chap_02_08.qxd)
/Title
()
/Subject
(D:20090725111504)
/ModDate
()
/Keywords
(PDFCreator Version 0.8.0)
/Creator
(D:20090725111504)
/CreationDate
(ba)
/Author
-mark-